

11) Période 1981-1988.

-Le deuxième gouvernement Mauroy, après le premier qui n'a duré que quelques semaines, inclut quatre ministres communistes tout en donnant Commerce extérieur à Michel Jobert. L'ancien gauchiste Michel Rocard, le rigoureux J.-P. Chevènement <qui a quitté récemment le gouvernement Jospin>, l'habile G. Deferre, maire de Marseille, sont ministres d'Etat aux côtés de Michel Jobert ?? et de Charles Fiterman, le communiste placé aux Transports. Quelques autres remaniements ministériels surviendront, amenant même un troisième gouvernement Mauroy.

-**"L'état de grâce"** est le nom qu'on a donné à la période de moins d'un an qui a marqué les facilités de pouvoir dans un climat euphorique. Appliquant un grand nombre des "110 propositions", le gouvernement multiplie les réformes. Elles sont dangereuses ou coûteuses (nationalisations, heures de travail, place de l'Etat, monnaie) parce qu'elles s'inscrivent dans un cadre mondial, qui, en ce qui concerne les grandes puissances, va à l'opposé de cette vague socialiste. La France est seule à vouloir sortir de la crise par la relance de la consommation. Déjà, on spéculé à la baisse du franc et les réserves de la Banque de France fondent rapidement.

-Les débuts du "changement" se caractérisent, par ailleurs, par de violentes disputes entre la gauche et la droite, les uns <la gauche> dénonçant le lourd héritage recueilli, les autres <la droite> les propos contradictoires, la dégradation de la monnaie (trois dévaluations: octobre 1991, juin 1982 et mars 1983) et également "la chasse aux sorcières" (quoique, avant, sous la droite aussi, les titulaires de postes élevés qui donnaient leur sympathie à la gauche, avaient souvent perdu leur place; il en ira de même dans la période 1986-1988). Il y a pis encore: membre du P.S., J.-P. Chevènement quittera le gouvernement au printemps de 1983, suivi peu après par Michel Jobert.

-Les élections cantonales de mars 1982 et les élections municipales de 1983 sont des échecs pour la majorité. Des sondages prouvent que l'opposition est redevenue "majoritaire" dans le pays "réel" (terme qui s'oppose au pays "légal"). Les divisions entre socialistes mêmes s'aggravent. En effet, sous l'expression "deuxième phase du changement", François Mitterrand laisse Pierre Mauroy, dès juin 1982, établir une « politique d'austérité » qui deviendra « politique de rigueur » (déjà en septembre 1982, mais surtout effective depuis mars 1983). Le principal artisan en sera Jacques Delors (ministre socialiste de l'Economie et des Finances, qui deviendra plus tard Président de la Commission européenne à Bruxelles et qui a refusé de poser sa candidature à la Présidence de la République en décembre 1994).

-Ailleurs, il a été question des nationalisations de 1981/ 1982. Quelles en sont les implications sur le taux d'inflation et la monnaie ? Car, les mesures se répercutent sur la mentalité des gens. Certains éprouvent de la peur devant une telle politique. Bien des Français ont alors placé leur capitaux "en sûreté", à l'étranger. De 14% (!) en 1980 et 1981, le rythme d'inflation est péniblement ramené à 9 % en 1983, chiffre qui dépasse de loin celui de pays comparables à la France. La politique monétaire a consisté à hausser le prix de l'intérêt, mais celui-ci a rendu très onéreux le crédit, indispensable aux entreprises, donc à l'activité économique, et, au-delà, à l'emploi. Le contrôle des changes et des devises ne peut qu'inquiéter davantage les Français et l'étranger.

-Pour faire face à la situation, l'Etat emprunte au point de devenir le 3e

emprunteur mondial. L'augmentation des impôts s'accélère et dès 1981 ont été institués un **impôt sur les grosses fortunes** et un impôt exceptionnel sur les gros revenus.

-Des mesures encore plus strictes n'ont pourtant pas pu être éludées:

a) en juin 1982, lié à la deuxième dévaluation, c'est pour trois mois, le blocage des prix, des salaires, des marges commerciales et la tentative de maintien, sans plus, du pouvoir d'achat.

b) en septembre 1982, tandis que le Trésor lance un emprunt international de 4 milliards de dollars, certains blocages de juin sont prorogés pour deux mois

c) en mars 1983, c'est le "**Plan Delors**", malgré une opposition d'une partie de la majorité: la demande intérieure doit diminuer de 2 %, le déficit commercial de moitié; on prévoit l'installation d'un relèvement des tarifs publics, le contrôle rigoureux des prix, la limitation des dépenses touristiques à l'étranger avec la contrainte d'un carnet de change, le prélèvement de 1 % sur les revenus imposables de 1982 et un emprunt obligatoire pour les contribuables gros ou moyens.

-Dès 1983, l'inflation recule, le déficit commercial est réduit de moitié (objectifs atteints) mais c'est au dépens de l'activité économique et des investissements tandis que l'endettement et le chômage sont en augmentation. Le VIIIe Plan a dû être abandonné. Michel Rocard et ses collaborateurs ont monté un Plan intérimaire qui a pour but de placer beaucoup de régions dans un aménagement du territoire décentralisé, planifié, "contractualisé" avec un effort particulier déployé pour réaliser les grandes liaisons. Le Plan suivant, le IXe Plan (1984-1988), met un grand accent sur la régionalisation, ce qui est en rapport avec la politique de décentralisation. D'autre part, douze (12) "**actions prioritaires d'exécution** (PPE) sont retenues: 1. moderniser l'industrie (rôle accru de la technologie) 2. rénover éducation et formation 3. favoriser recherche et innovation 4. développer les industries de communication 5. réduire la dépense énergétique 6. promouvoir l'emploi 7. vendre mieux (!) 8. soutenir la famille et la natalité 9. poursuivre la décentralisation 10. assurer le mieux-être en ville 11. améliorer la justice et la sécurité 12. mettre l'épargne au service de la modernisation.

-L'Etat aide à l'investissement, soutient en particulier les PME (Petites et Moyennes Entreprises) et encourage la création de nouvelles entreprises; il distribue les prêts participatifs, il atténue la fiscalité et aide les banques à accorder des prêts bonifiés. Plusieurs mesures sont prises pour stimuler l'achat d'actions et les souscriptions à des comptes pour le développement industriel: les particuliers qui s'y engagent sont exonérés d'impôt.

-Puisque l'Etat a trop longtemps continué à accorder des aides ponctuelles à des branches bien déterminées de l'industrie, la reprise globale de l'économie se fait attendre faute de vouloir trancher les douloureux problèmes des regroupements et des licenciements dans certains grands secteurs d'activité.

-La situation est telle que l'informatique et le nucléaire se sont le moins mal tirés des difficultés, encore qu'un "plan composants" ait dû être offert à la première. (Et Bull ne marche toujours pas bien.) C'est le marasme dans l'acier et la construction navale. Le charbon n'est guère plus rentable en France, il l'est tout juste même en Lorraine. Bien qu'en 1981 on ait stoppé des chantiers de construction de centrales nucléaires, ceux-ci ont repris leurs activités, souvent avec l'accord des municipalités. Les énergies continuent d'être l'objet de recherches (le recours à la biomasse attire de plus en plus l'attention). Généralement parlant, la reconversion dans les grandes activités industrielles s'est faite d'elle-même et avec l'aide du pouvoir. Elle a affecté durement les travailleurs et des régions entières sont tou-

chées, la Lorraine et le Nord en tête.

-Les décisions communautaires de Bruxelles concernant la limitation de la production laitière (excédentaire) lèse les intérêts français. Ceux-ci sont également menacés par **l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun (1-1-1986)**. Dans les services, la balance est positive, mais elle ne parvient pas, au sein de la balance des paiements courants, à combler le trou creusé par la balance commerciale devenue catastrophique: en 1982, la France bat le record du déficit mondial. Au prix de la stagnation économique temporaire, il y a un net redressement en 1983 (voir plus haut). Les différents services alimentent ou soutiennent de plus en plus le commerce extérieur. Ainsi en est-il pour le tourisme dont l'évolution est favorable, pour la technologie et l'ingénierie. La SNCF voit dès **1981** le beau succès du **TGV** (train à grande vitesse) qui menace même Air Inter.

Problèmes humains.

-Depuis le creux de 1976 (1,83), la fécondité s'est redressé à 1,95 (toujours insuffisant pour assurer le renouvellement des générations; maintenant, il se situe autour de 1,45...). **L'Etat a mené depuis longtemps une politique nataliste en faveur des trois enfants**, sous Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), mais après 1981, il veut aider davantage les ménages qui n'en ont que deux.

-**Les villes de 100 000 à 200 000 habitants sont celles qui augmentent le plus**, ce qui n'est sans lien avec le progrès du secteur tertiaire (57,6 %). Les immigrés, malgré le blocage de leur entrée depuis 1974, sont près de 7 % de la population totale. Des polémiques plus récentes (à partir de 1990) ont d'ailleurs fait avancer par certains un chiffre de 10 %. "**L'aide au retour**", instituée sous Giscard, s'est renouvelée en 1984, accompagnée d'un programme de réinsertion et de formation dans le pays d'origine. Au plus haut chômage, la xénophobie et le racisme, encouragés par l'extrême-droite se développent autour du Front National de Jean-Marie Le Pen.

-Le Français moyen s'inquiète de la détérioration (vraie ou ressentie comme telle) du "climat social" en apprenant l'amnistie conférée à de nombreux prisonniers en 1981, la suppression de la Cour de Sécurité de l'Etat, certaines libertés accordées aux détenus, l'abrogation de la loi Peyrefitte sur "sécurité et libertés" et **l'abolition de la peine de mort (1981)**.

-Le gouvernement se préoccupe davantage de **mettre en oeuvre la décentralisation: la loi du 22 juillet 1982 fait des régions "des collectivités régionales de plein exercice"**: des conseils régionaux seront élus au suffrage universel (en Corse, dès l'été 1982). Au niveau départemental, les commissaires du gouvernement (les anciens préfets) voient leurs pouvoirs restreints au profit des présidents des conseils généraux (=départementaux).

-En 1981, l'Etat a créé 61 000 emplois et en a annoncé 210 000 en trois ans. De nombreuses mesures ont été prises en faveur des travailleurs. On a vu l'arrivée de **la semaine de 39 heures en 1981** (prévision de 35 hs en 1985, mais pas effectuée depuis) et la cinquième semaine de congé (1982). **La retraite à 60 ans (1983)** se généralise et se double de multiples formes de préretraite. Une loi de 1983 porte sur la "démocratisation du secteur public". Le principe est posé que les travailleurs dans les entreprises d'au moins 200 salariés sont invités à participer à des conseils d'atelier ou de bureau et à une commission consultative. **Les lois Auroux (1982)** ont développé les libertés des travailleurs dans les entreprises, les institutions représentatives du personnel, les règlements des conflits collectifs, le rôle des comités d'hygiène et de sécurité. Tout ceci, paradoxalement, nuit à l'action des

syndicats: la CGT (Confédération générale du Travail) est en perte de vitesse, la CFDT (Confédération française démocratique du Travail) se maintient avec peine, seule la F.O. (Force Ouvrière) sait encore progresser. De graves problèmes éclateront dans l'emploi en 1984. "Quatorze pôles de conversion" sont définis dans lesquels la victime désignée du chômage continue à être rémunérée. Au même moment, on se décide aussi à soutenir la création d'entreprises artisanales par des salariés menacés.

-Dans le domaine de la culture et de l'information, l'opposition dénonce l'esprit partisan du ministre Jacques Lang. La loi sur la communication audio-visuelle de 1982 crée une Haute Autorité (appelée maintenant: **Conseil National de l'Audio-visuel**) de 9 membres désignés qui doit veiller sur la pluralité des missions du service public. Les "**radios libres**" avaient déjà été autorisées en 1981. Une loi sur la presse est destinée à remettre à jour une ordonnance d'août 1944, violée dans son esprit depuis longtemps. Il s'agit de rendre impossible la mainmise des intérêts privés sur l'information par le biais d'une concentration capitaliste. Le groupe Hersant est particulièrement visé.

-L'expérience 1981 a fait naître des espérances parmi le corps enseignant qui espère une majoration des moyens financiers. Des critiques se sont formulées contre la dégradation de l'enseignement et l'ignorance des élèves dans le secondaire en français, en histoire et en rédaction. Une loi réformant l'enseignement supérieur qui a pour effet d'ouvrir plus largement les portes de l'Université a continué à être contestée. L'enseignement privé profite de ce malaise. Bien des non-catholiques le soutiennent dans des manifestations monstre (1984). La loi Savary (du nom du ministre de l'Education Nationale) doit finalement être abandonnée. Sous la pression de l'opposition, le Président Mitterrand remplace alors le ministère Mauroy par un **ministère Fabius (1984)**. **Le parti communiste met alors fin à la participation gouvernementale**: la politique de rigueur et de modernisation avait rencontré son hostilité croissante.

-En politique extérieure, le gouvernement a fait des promesses de large autonomie pour les DOM-TOM. Une percée de gauche en profite aux Antilles (la Guadeloupe surtout), et en Nouvelle-Calédonie, la situation est tendue (50 % de Français y résident). Le Président de la République se reconnaît des liens spéciaux avec le Liban déchiré auquel il apporte son soutien tout en rapprochant de l'Irak (armes françaises; pétrole), en guerre depuis 1980 contre l'Iran. En Afrique, la France vient au secours du Tchad lors des raids libyens en 1983. Vis-à-vis des Etats-Unis, Mitterrand reste atlantiste sans pour autant oublier la cause des révoltés d'Amérique centrale. Il soutient (en 1983) les implantations nucléaires américaines (missiles). Ses visites à d'autres pays et les visites des chefs d'Etat rendues à la France sont souvent des succès diplomatiques mais pas des réussites économiques.

La cohabitation.

-Les élections de mars 1986, **grâce à l'introduction de la représentation proportionnelle**, ne donnent à l'opposition RPR et UDF, qui obtient 47 % des suffrages exprimés en métropole, qu'une majorité de justesse en sièges. La consultation confirme à la fois la montée du Front National (9. 80 %), aux thèmes xénophobes, et la poursuite du recul du Parti communiste (9, 60 %), victime à la fois de la mauvaise image de l'U.R.S.S. dans l'opinion, de ses campagnes contre le Parti socialiste, de son vieillissement. Le régime politique de la France connaît une nouvelle alternance politique et **l'épreuve d'une "cohabitation" entre le Président**

de la République (de gauche) et la majorité parlementaire (de droite). François Mitterrand appelle Jacques Chirac à former le gouvernement, qui engage une politique libérale, marquée notamment par la privatisation d'entreprises nationalisées. Le Président de la République prend à l'occasion ses distances.

Elections présidentielles de 1988

-François Mitterrand obtient 34,1 % des suffrages exprimés au premier tour, le 24 avril, face à Jacques Chirac, 19,9 %, et à Raymond Barre: 16,6 %, tous les deux affaiblis par le succès du Front National: 14,4 %. Le P.C. s'effondre: 6,8 %. Au deuxième tour, F Mitterrand se présente en homme de rassemblement. Il l'emporte par 54 % des suffrages exprimés et invite Michel Rocard à former **un gouvernement qui se veut "d'ouverture"**, et qui comprend certaines personnalités centristes. La dissolution de l'Assemblée Nationale vise, après, à faire coïncider majorité présidentielle et majorité parlementaire. Pourtant, les élections en juin 1988 (entre parenthèses les sièges de 1986) ne donnent qu'une majorité relative à la gauche: 276 élus P.S. et divers gauche (1986: 214 P.S.+ MRG <mouvement des radicaux de gauche> pour 130 UDF (1986: 132 U.D.F), 128 R.P.R. (1986: 158 R.P.R.) . Le scrutin uninominal rétabli encore sous Jacques Chirac ne laisse que 27 sièges au P.C. (1986: P.C. 35) et un au Front National (1986: F.N. 32). Le gouvernement Rocard est élargi à des personnalités de la "société civile". La seconde expérience socialiste se différencie d'emblée de celle de 1981 par son souci de gestion et de réalisme.